

## Burundi : maintien en détention de 4 journalistes ayant couvert une attaque rebelle

@rib News, 21/11/2019 – Source AFP Quatre journalistes burundais arrêtés alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo (RDC) voisine le 22 octobre, ont été maintenus en détention mercredi et leur chauffeur libéré par la Cour d'appel, a-t-on appris de leurs avocats et de leurs collègues.

« La cour d'appel de Ntahangwa à Bujumbura vient malheureusement de décider de maintenir en détention les quatre journalistes de Iwacu, seul leur chauffeur a été libéré de la libération provisoire », a annoncé à la presse l'un des avocats de la défense, expliquant qu'il ne reste plus qu'à aller au fond du dossier dans un procès public. Les cinq avaient comparu lundi devant la cour qui avait 48 heures pour annoncer sa décision. Aucune date n'a encore été fixée pour ce procès. Les journalistes travaillent pour Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi. Ils ont été arrêtés dans la province de Bubanza (nord-ouest). Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, ont été tués lors de cette attaque, la première depuis 2017, selon la police burundaise. De son côté, le mouvement rebelle a affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de défense et de sécurité. Selon un communiqué du procureur général burundais Sylvestre Nyandwi début novembre, « ces gens n'ont pas été arrêtés parce qu'ils sont journalistes » mais parce qu'ils étaient « sur la colline où se déroulaient les affrontements et la disposition du ministre public montrent qu'ils pourraient avoir eu l'avance des informations ». Ils risquent une peine de 10 ans de prison à perpétuité. « C'est un coup dur (â€) car nos journalistes n'ont rien fait qui mérite qu'ils soient maintenus en prison », a réagi à la presse l'un de leurs confrères de Iwacu. Reporters sans frontières, qui souligne que les journalistes ne faisaient que leur travail, et Human Rights Watch, ont demandé à plusieurs reprises leur libération. Les organisations de protection des journalistes et de défense de droits de l'homme estiment qu'il s'agit d'un lancement aux médias qui opèrent encore au Burundi – moins de sept mois des élections générales de 2020. Le Burundi occupe la 159e place du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant la crise de 2015 comme un des rares États de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante. Le pays traverse une crise meurtrière déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année.